

# MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

été  
2018

## BUSINESS IS BUSINESS

Les politiques migratoires de l'Union Européenne mettent en danger les personnes en exil et profitent aux multinationales de l'armement et aux dictatures. Un rapport rendu public mi-mai par les ONG Agir pour la paix, Transnational Institute, Stop Wapenhandel et l'Observatoire des multinationales dénonce ces politiques.

Les dirigeants européens ont ciblé 35 pays prioritaires pour l'externalisation des frontières de l'UE : le but étant de bloquer les exilé.e.s avant qu'ils n'arrivent en Europe.

Cette externalisation fait des pays voisins de l'UE ses nouveaux garde-frontières. Et parce qu'ils sont loin des frontières européennes et de l'attention médiatique, les conséquences de ces politiques sont invisibles aux yeux des européens.

LES SECTEURS EUROPÉENS DE L'INDUSTRIE MILITAIRE ET DE LA SÉCURITÉ ONT ÉTÉ LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES CONTRATS DE FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS POUR LE CONTRÔLE DES FRONTIÈRES ET DES MIGRATIONS DANS DES PAYS NON-EUROPEENS.

Le géant de l'armement français Thales est par exemple un fournisseur de matériel militaire pour la sécurisation des frontières et de systèmes et équipements biométriques. L'Allemagne et l'Italie financent leurs propres groupes d'armement (Hensoldt, Airbus, Rheinmetall, Leonardo et Intermarine) afin de soutenir des programmes de sécurisation des frontières dans différents pays, en particulier l'Égypte, la Tunisie et la Libye.

En Libye, les exilé.e.s subissent des tortures et la réduction en esclavage... Pourtant, la gestion des migrations en Libye bénéficie de millions d'euros de subventions de la part de l'UE : projet Accross Sahara, Sahara-Med, EUBAM Libye, opération Sophia... Près de 200 de ses gardes-côtes ont été formés par l'UE.



Au Soudan, l'Europe a prévu d'ouvrir un "centre de commandement", géré par la société de conseil du ministère de l'Intérieur français, Civipol. L'objectif est la formation des policiers et le partage d'informations avec des pays tels que le Soudan, la Libye, l'Érythrée, l'Égypte, l'Éthiopie... Mieux formés par Civipol, leurs polices devraient bloquer et empêcher tout individu, qu'il soit opposant politique ou membre d'une minorité opprimée, de fuir son pays et la répression qu'il y subit.

Soutenues par l'Europe, la police nigérienne, formée par Civipol et équipée de 4x4 et de motos offerts par l'Allemagne, doivent traquer les exilé.e.s. Ces dernières années, l'UE a donné plus de 200 millions d'euros au Niger pour bloquer les exilé.e.s.

SELON CE MÊME RAPPORT, «LE RENFORCEMENT ET LA MILITARISATION DE LA SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES ONT CONDUIT À UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE MORTS PARMI LES PERSONNES DÉPLACÉES».

LE BLOCAGE DES ROUTES DE MIGRATION POUSSE LES EXILÉ.E-S VERS DES CHEMINS TOUJOURS PLUS DANGEREUX.

ET POURTANT, L'UE CONTINUE DE FAIRE SA PUB' SUR LE RESPECT DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS HUMAINS... DÉMOCRATIE QU'ELLE EXPORTE À COUP DE BOMBARDEMENTS D'UN COTÉ ET DE VENTE D'ARMES À DES ÉTATS ULTRA-REPRESSIFS DE L'AUTRE! C'EST SURTOUT LES DROITS DE L'HOMME AU SERVICE DE L'EXPANSION CAPITALISTE ET IMPÉRIALISTE DE L'EUROPE!



### Sahara: zone de contrôle et de mort

Le Sahara est devenu une zone où, sous la pression de l'Europe, les exilé.e.s sont contrôlé.e.s, catégorisé.e.s, trié.e.s et arrêté.e.s.

Et comme partout, plus les contrôles sont importants, plus les personnes prennent des risques. Le Sahara devient ainsi aussi meurtrier que la Méditerranée.



### Renforcement de FRONTEX

L'agence macabre pour le contrôle des frontières européennes risque d'être encore renforcée par Bruxelles qui propose de la doter de 10.000 gardes-frontières (contre 1000 actuellement) à partir de 2021, la commission européenne triplerait presque son budget pour le contrôle aux frontières.

# MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

été  
2018

## PASSAMONTAGNA, CONTRE LES FRONTIÈRES ET LES FASCISTES

Trois jours de lutte contre les frontières  
étaient organisés le week-end du 8-10 juin.



Entre 250 et 300 personnes ont marché de l'Italie à la France par le col de l'Échelle pour dénoncer les frontières et leur militarisation. Ces dernières semaines trois personnes sont mortes en tentant de rejoindre la France. « Ce n'est pas la montagne le froid, ou la neige qui les a tué mais la chasse à l'homme commise par les gendarmes, la police aux frontières et les militaires. C'est une conséquence inévitable de la politique de fermeture des frontières, de la militarisation et de la criminalisation des sans-papiers\*» Le passage de frontière collectif est aussi une réponse aux néofascistes de Génération Identitaire qui, ces derniers mois, ont joué un rôle quasi paramilitaire dans la région.

La marche a eu lieu sur la route avec banderoles et diffusion de tracts aux automobilistes et dans les villages. Des discussions et échanges avec traduction ont eu lieu tous les soirs dans le camp itinérant. Le samedi, juste après le col de l'Échelle, les gendarmes ont tenté d'embarquer une personne en retrait du groupe. La réaction collective a permis d'empêcher l'arrestation. Le dimanche, la marche a rejoint la CRS de Briançon – refuge pour les personnes en exil – sans arrestation. Les conducteurs/trices des voitures balais ont été contrôlés et les voitures perquisitionnées.

passamontagna.info

NOUS LUTTERONS POUR QUE CETTE MONTAGNE NE SOIT UNE BARRIÈRE POUR PERSONNE !

AUSSI LONGTEMPS QUE LA FRONTIÈRE SERA LÀ POUR BLOQUER LES GENS, NOUS CONTINUERONS À LA TRAVERSER ET À LA COMBATTRE CHAQUE JOUR !

## VIOLENTES, COÛTEUSES ET INUTILES, LES EXPULSIONS CONTINUENT

A Paris, début juin, 3 campements ont été évacués. Depuis des mois, plus de 2000 exilé.e.s vivaient dans des tentes en bord de canal dans de très mauvaises conditions (2 personnes sont mortes noyées).

Si les médias ont relayé les tensions au sujet de ces expulsions entre le ministre de l'intérieur et la mairie de Paris qui s'opposait à une opération policière sans proposition de relogement, peu se sont intéressés à celles et ceux qui vivaient dans ces camps, et aux violences administratives que l'État leur fait subir : obstacles pour enregistrer des demandes d'asile ou pour être reconnu mineur, refus d'être hébergé en centre d'accueil, peur de la rétention ou du renvoi pour les « dublinés », harcèlement policier, etc.

Un érythréen exprime sa « honte que cet endroit puisse exister dans un pays comme la France! (...) On se sent pas considérés comme des êtres humains alors qu'on voudrait juste pouvoir vivre décemment » (source : Reporterre)

Encore une fois les autorités ont justifié cette opération humanitaro-policière au nom du « droit ». Leur hypocrisie est sans limite, on sait en effet que le droit à l'hébergement d'urgence est bafoué partout en France. S'agissant des personnes en demande d'asile, ce sont des dizaines de milliers de places qui manquent depuis des années pour les héberger, et des milliers de places d'hébergement insalubres qui leur sont proposées.

Cette opération d'expulsion est la 35e depuis 2015 à Paris. Plus de 28 000 personnes en ont fait les frais. Et ces expulsions ne sont pas près de s'arrêter comme l'avoue lui-même le ministre. En effet, tant que des solutions d'accueil dignes pour tout.e.s ne seront pas trouvées, ces campements de survie réapparaîtront. Mais plutôt que de mettre des moyens dans l'accueil, l'État préfère ces expulsions violentes, coûteuses et inutiles.



Ce journal mural est réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilés. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.